

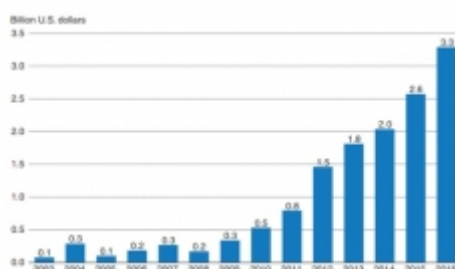
# Un état des lieux des investissements chinois à l'étranger dans le secteur agricole

10 juillet 2018

Dans un rapport publié par l'USDA, deux économistes dressent un état des lieux des investissements directs à l'étranger (IDE) agricoles et agroalimentaires chinois. Ils mobilisent pour cela de nombreuses informations disponibles sur le sujet (littérature grise et académique, données statistiques, etc.), en anglais et chinois.

En 2016, 1 300 entreprises chinoises détenaient des actifs à l'étranger dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de la pêche. Bien que ces investissements soient répartis dans plus d'une centaine de pays, ils se concentrent surtout dans ceux situés au voisinage immédiat de la Chine (pays du Sud-Est asiatique, Extrême-Orient russe), ainsi qu'en Afrique où ils sont généralement bien accueillis par les gouvernements. D'un montant total estimé à 3,3 milliards de dollars en 2016, pour le seul secteur de la production agricole, ce chiffre atteint 26 milliards si l'on considère l'ensemble de la filière (agro-fourriture, transformation agroalimentaire, négoce, etc.).

## Évolution du montant des investissements chinois à l'étranger dans le secteur agricole



Source : USDA

Ces investissements sont principalement le fait d'acteurs privés à la recherche d'un profit. Toutefois, ils sont largement encouragés par l'État chinois, qui y voit le moyen de sécuriser les approvisionnements alimentaires du pays, d'accroître son influence politique et de mobiliser les réserves de devises étrangères que son excédent commercial lui a permis d'accumuler. L'État fournit ainsi aux investisseurs privés un appui technique, juridique et financier non négligeable.

Bien que le montant total des IDE chinois dans le secteur agricole soit en augmentation rapide depuis 2009, les auteurs relativisent l'ampleur du phénomène. Plusieurs études ont ainsi montré que les investissements effectivement réalisés sont souvent de moindre ampleur que ce qui a été initialement annoncé, et nombre de projets avortent car ils se révèlent non rentables.

Pour terminer, les auteurs mettent en évidence une évolution dans ces stratégies d'investissement. Alors qu'au début des années 2010 l'acquisition de foncier agricole était privilégiée, l'échec de plusieurs projets de ce type aurait, selon eux, incité les investisseurs chinois à se tourner vers les fusions-acquisitions

d'entreprises de l'agro-business, placements considérés comme moins sensibles politiquement.

Mickaël Hugonnet, Centre d'études et de prospective

Source : [USDA](#)